

BURUNDI

République du Burundi

CAPITALE : Bujumbura

SUPERFICIE : 27 816 km²

POPULATION : 6 053 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Pierre Buyoya

LANGUES OFFICIELLES : français, kirundi

PEINE DE MORT : maintenue

BURUNDI

Au cours de l'année 1999, la situation des droits humains s'est considérablement dégradée. De graves atteintes à ces droits ont été perpétrées alors que le conflit armé s'est intensifié. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont été déplacées de force et des centaines de civils non armés ont été tués illégalement par les forces armées ou des groupes d'opposition armée. D'après nos informations, le nombre de « disparitions » a connu une augmentation spectaculaire et un très grand nombre de personnes ont été arrêtées arbitrairement. Plusieurs milliers de personnes étaient toujours détenues sans inculpation ni jugement, souvent dans des conditions très éprouvantes.

Contexte

La situation des droits humains a continué d'empirer au rythme des violences commises dans le contexte du conflit armé. Les groupes d'opposition armée ont poursuivi leur lutte dans les provinces bordant la Tanzanie et ont multiplié les attaques autour de Bujumbura. À plusieurs occasions, des groupes de civils armés, mécontents de l'impuissance apparente des forces armées, ont menacé de recourir à la violence. En outre, un certain nombre de partis politiques ont lancé des appels voilés à la violence. Des défenseurs des droits humains, des employés d'organisations humanitaires et des journalistes ont été menacés, dans le cadre de leurs activités, par des membres des forces armées et des groupes d'opposition armée. En septembre, le Burundi était une fois de plus au bord d'une grave crise humanitaire, tandis que la situation devenait dramatique sur le plan des droits humains.

Processus de paix

À Arusha, en Tanzanie, les négociations se sont poursuivies pour trouver une issue au conflit. Peu de progrès tangibles ont été enregistrés au sujet des points litigieux. Les rivalités personnelles et les divisions internes au sein de la plupart des partis politiques et des groupes d'opposition armée ont gêné le déroulement des discussions. Les groupes d'opposition armée qui ne participaient pas aux pourparlers et les partis politiques qui y étaient hostiles se sont employés à exacerber les tensions et à multiplier les violences pendant les périodes de négociation. Le médiateur, l'ex-président tanzanien Julius Nyerere, est décédé au mois d'octobre. Il a été remplacé en décembre par l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, qui a fait part de son intention de veiller à ce que tous les groupes d'opposition armée prennent part aux négociations.

Homicides sur la personne de civils

Des centaines de civils non armés ont été tués par des membres des forces armées ou des groupes d'opposition armée, principalement dans les zones touchées par le conflit. Comme par le passé, la plupart des homicides commis par des soldats gouvernementaux sur la personne de civils hutu semblent avoir été perpétrés en représailles à des opérations rebelles ou aux meurtres de civils tutsi par des groupes d'opposition armée à

homicides n'a fait l'objet d'une enquête. Selon diverses informations, des civils tutsi armés ont participé à des opérations militaires, dont certaines ont donné lieu à de graves violations des droits humains.

Des groupes d'opposition armée ont été également responsables de la mort de très nombreux civils non armés. Très souvent, ces homicides ont semblé être des actes de vengeance ou des actions punitives visant de présumés collaborateurs ou d'éventuels informateurs du gouvernement. Des civils hutu aussi bien que tutsi ont été pris pour cibles. Des groupes d'opposition armée ont attaqué à de multiples reprises des camps de personnes déplacées et des camps de regroupement, tuant de façon délibérée et arbitraire des civils non armés.

✓ En août, plus de 100 civils auraient été tués par des soldats gouvernementaux assistés de civils dans les zones de Busoro et de Nkenga (commune de Kanyosha). Ce massacre a fait suite à l'attaque d'un marché du voisinage par un groupe d'opposition armée. Lorsque la nouvelle a été connue, la zone a été fermée par l'armée pendant plusieurs jours ; le 12 août, des députés qui souhaitaient s'y rendre n'ont pas été autorisés à y pénétrer. Il semble qu'après l'offensive des soldats ayant battu en retraite soient revenus sur les lieux avec des renforts et qu'ils aient attaqué, brûlé et pillé les habitations situées dans cette zone, tuant les personnes qu'ils rencontraient. À la fin de l'année, aucune enquête n'avait été ouverte sur ces meurtres.

✓ Au mois de janvier, une série d'opérations ont été menées dans les communes de Kibago, Mabanda, Kayogoro et Makamba (dans la province méridionale de Makamba) par des combattants de l'opposition armée qui pourraient appartenir au Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD). Dans les zones de Mabanda et Kibago, plus de 200 habitations ont été brûlées au cours de ces attaques et au moins 36 civils ont trouvé la mort, dont neuf enfants et un homme de soixante-quinze ans.

Regroupements forcés

Au mois de septembre, après plusieurs semaines d'attaques répétées contre Bujumbura, des responsables militaires, soutenus par l'administration locale, ont regroupé dans des camps plus de 260 000 personnes vivant dans la province avoisinante. Il s'agissait officiellement d'une mesure anti-insurrectionnelle destinée à supprimer tout soutien ou abri pouvant être utilisé par les groupes d'opposition armée. Les conditions de vie dans ces camps étaient épouvantables et les installations sanitaires pratiquement inexistantes. La liberté de mouvement y était soumise à de sévères restrictions et, comme par le passé, il est apparu évident que les forces armées considéraient toute personne surprise sans autorisation hors de ces camps comme une cible militaire. Le choléra se serait déclaré dans les camps en décembre. Il semble qu'à la fin de l'année près de 400 personnes étaient mortes de déshydratation ou en raison du manque de soins. La plupart du temps, il était impossible d'accéder aux camps ; dans certains cas, les autorités ont empêché partiellement ou totalement les organisations humanitaires de fournir une aide d'urgence. D'après certaines informations, des militaires se seraient rendus responsables d'atteintes aux droits humains – notamment de viols, d'exécutions extrajudiciaires et de « disparitions » – dans ces camps placés sous le contrôle de l'armée. Des membres de groupes d'opposition armée ont également attaqué certains camps et tué illégalement des civils. Dans d'autres parties du pays, notamment dans les provinces de Rutana et de Muramvya, plusieurs milliers de civils ont aussi été déplacés contre leur gré et des milliers de personnes ont continué à fuir le Burundi. En octobre, plus de 7 000 réfugiés sont arrivés en Tanzanie voisine ; beaucoup ont déclaré avoir fui pour ne pas être regroupés de force dans des camps.

Torture et « disparitions »

Tandis que les groupes d'opposition armée à dominante hutu multipliaient les actions rebelles autour de la capitale, des centaines de personnes ont été arrêtées, apparemment de façon souvent arbitraire. Un très grand nombre de détenus se trouvaient dans des centres de détention illégaux ou des casernes de l'armée, auxquels les groupes de défense des droits humains et les familles se voyaient refuser l'accès. Dans certains cas, les

violations de leurs droits fondamentaux. D'après certaines allégations, les corps découverts à Kamenge dans ce qui semblait être un cimetière clandestin étaient ceux de 15 personnes « disparues » après avoir été arrêtées par des soldats. Ces allégations n'ont apparemment donné lieu à aucune enquête.

Des cas de torture ont continué d'être signalés tout au long de l'année. Les personnes accusées de collaboration avec les groupes d'opposition armée étaient particulièrement menacées. Parmi les méthodes les plus fréquemment utilisées, on peut citer les coups violents et prolongés – à l'aide de câbles électriques, de bâtons ou d'instruments lourds – sur les articulations, la plante des pieds et les parties génitales, ainsi que la pratique consistant à ligoter la victime dans des positions très douloureuses. Des menaces de mort et d'autres formes de torture psychologique auraient également été utilisées.

✓ Déo Nzeyimana a été arrêté fin septembre. Au cours de sa détention dans les locaux de la Brigade spéciale de recherche, une unité de gendarmerie relevant du ministère de la Défense, il a été violemment passé à tabac. Cet homme était accusé d'avoir transmis à des personnes se trouvant hors du pays des informations sur les violations des droits humains commises dans le cadre de la politique de réinstallation forcée. Ces informations figuraient sur un document, facile à se procurer à Bujumbura, qui a été trouvé en sa possession. Il a été remis en liberté provisoire le 12 novembre.

Enfants en détention

Plusieurs enfants auraient été détenus pendant de longues périodes sans inculpation ni jugement et soumis à des tortures. Plus de 150 étaient incarcérés dans les différentes prisons du pays, accusés, pour certains, de collaboration avec des groupes d'opposition armée. Certains étaient détenus sans jugement depuis des mois voire des années. Le fait d'être incarcérés dans les mêmes cellules que les adultes augmentaient pour eux le risque d'être victimes d'exactions. Certains de ces enfants ont été torturés. Des jeunes filles ont été déshabillées et contraintes de rester nues pendant des heures sous le regard des membres des forces de sécurité. Des enfants de douze ans, accusés arbitrairement d'avoir collaboré avec des groupes armés, étaient détenus illégalement. En effet, la loi en vigueur dispose que les enfants de moins de treize ans ne doivent pas être placés en détention.

Procès

Les procès de très nombreux prisonniers politiques accusés d'avoir participé à des massacres de civils tutsi en 1993, au lendemain de l'assassinat de l'ancien président Melchior Ndadaye, n'étaient toujours pas conformes aux normes internationales relatives à l'équité des procès. La plupart des massacres de civils hutu commis en 1993 n'avaient pas fait l'objet d'enquêtes.

✓ Le procès de 25 personnes accusées d'atteinte à la sûreté de l'État après une attaque manquée dans la province de Cibitoke fin 1998 s'est déroulé devant la Cour d'appel à Bujumbura. Au moins deux des accusés – tous deux mineurs – ont affirmé avoir été torturés dans les premiers temps de leur détention. La Cour n'avait pas rendu son verdict à la fin de l'année.

✓ Le procès des personnes accusées de l'assassinat de l'ancien président Ndadaye et d'une tentative de coup d'État en octobre 1993 s'est achevé au mois de mai devant la Cour suprême. Vingt-huit personnes, pour la plupart des soldats non gradés, ont été reconnues coupables pour leur participation à cet assassinat. Cinq condamnations à mort ont été prononcées, dont trois par contumace. Trente-huit autres accusés ont été acquittés notamment l'ancien chef des forces armées et l'ancien commandant de la caserne de Muha, où le président Ndadaye avait été tué. Le procureur général de la République a fait appel de la sentence. Il est apparu au cours du procès que la volonté réelle d'établir la vérité sur les faits et les responsabilités faisait défaut. La majorité des auteurs présumés de l'assassinat et du coup d'État avorté n'ont jamais été placés en détention : en mai 1999, sur 81 accusés, 13 seulement étaient détenus. Pendant le procès, certains accusés parmi les plus importants ont été nommés par les autorités à de hautes fonctions au sein de l'armée, du gouvernement ou du monde des affaires.

circonstances controversées, ce qui laissait à penser qu'ils avaient pu être assassinés. Au moins trois autres soldats, également accusés d'être impliqués dans la tentative de coup d'État, ont été abattus au mois de décembre 1995. De source officielle, ils auraient été tués au cours d'une tentative d'évasion de la prison centrale de Mpimba. Les circonstances exactes de leur mort n'ont toutefois pas été éclaircies et il se peut qu'ils aient été victimes d'une exécution extrajudiciaire.

Détention sans jugement

Plusieurs milliers de personnes étaient détenues sans jugement. Certaines d'entre elles, incarcérées depuis plus de cinq ans, n'avaient toujours pas été informées des motifs de leur détention. Dans un nombre limité de cas, les autorités ont entrepris des enquêtes afin de vérifier si la détention prolongée se justifiait, et plus de 200 détenus ont été remis en liberté provisoire. La majorité des personnes incarcérées sans jugement étaient accusées d'avoir pris part, à partir de 1993, à des violences à caractère politique.

✓ Plusieurs opposants politiques étaient détenus sans jugement depuis mars 1997. Parmi eux figuraient de hauts responsables du Parti pour le redressement national (PARENA), la formation de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza. Ces personnes étaient poursuivies pour leur participation présumée à un complot visant à assassiner le président Pierre Buyoya. En vertu d'une décision rendue en milieu d'année, l'affaire doit être jugée par la Cour suprême, au vu des privilèges attachés à la personne de certains des accusés. Au moins quatre des accusés auraient subi des tortures visant à leur arracher des « aveux » ; un autre est mort en détention en 1997 après s'être vu refuser tout soin médical.

Peine de mort

Au moins 85 personnes ont été condamnées à mort en 1999. À la fin de l'année, plus de 280 prisonniers étaient sous le coup d'une sentence capitale. Soixante-dix d'entre eux attendaient le résultat de leur demande de grâce présidentielle. La majorité des condamnés à mort ont fait l'objet d'un procès inéquitable. Dans la prison centrale de Mpimba, à Bujumbura, les personnes condamnées à la peine capitale étaient détenues dans des conditions particulièrement pénibles. Il a été procédé à une exécution.

✓ Alors qu'il avait interjeté appel, le caporal Bonaventure Ndikumana a été exécuté le 29 juillet dans le camp militaire de Mabanda (dans le sud du pays), un jour seulement après avoir été condamné à mort par un tribunal militaire de Bujumbura. Il avait été reconnu coupable du meurtre d'un autre soldat, commis le 21 juillet.

Organisations intergouvernementales

Au lendemain de sa session de septembre, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a annoncé son intention d'envoyer une mission au Burundi pour enquêter sur la situation des droits humains. Plusieurs organisations intergouvernementales – dont l'Organisation de l'unité africaine, l'Union européenne et les Nations unies – ont demandé qu'il soit mis fin à la politique de regroupement forcé dans des camps. Le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Burundi a remis un rapport très critique après s'être rendu dans le pays au mois d'octobre.

À la suite du meurtre, en octobre, de deux expatriés membres du personnel de l'ONU, les activités des Nations unies et d'organisations non gouvernementales internationales ont été fortement réduites dans le pays ; de nombreuses personnes travaillant pour des organismes humanitaires internationaux ont été évacuées du Burundi. Ces deux meurtres ont été attribués par des membres du gouvernement à un groupe d'opposition armée, lequel a nié les faits. Le gouvernement aurait demandé l'ouverture d'une enquête.

Visites d'Amnesty International

Des délégués de l'Organisation se sont rendus dans le pays au mois de février.

Pour en savoir plus

Burundi. Mémoire au gouvernement et à l'Assemblée nationale du Burundi sur la réforme du Code de procédure pénale (index AI : AFR 16/06/99).

Burundi. Mémoire à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (index AI : AFR 16/07/99).

Burundi. Pas de répit sans justice (index AI : AFR 16/12/99).

Burundi. Appel en faveur de la protection des civils (index AI: AFR 16/26/99).